

Les bacs pro de Nadar tirent l'Essonne dans la lutte

ÉDUCATION - Les lycéens des filières professionnelles, comme ceux de cet établissement de Draveil, étaient très présents hier dans la manifestation contre les suppressions de postes.

Ils ont déboulé d'un coup depuis le trottoir et se sont incrustés bruyamment, mais avec courtoisie, au cœur de la manif avant qu'elle ne s'élance. Gars et filles se sont glissés, en chantant, derrière les banderoles de la Seine-Saint-Denis et devant celles des Yvelines pour dérouler la leur, en même temps que leur identité: lycée professionnel Nadar, de Draveil. La ville se situe dans l'Essonne. Le seul département de la région parisienne d'où les échos de lutte se faisaient jusqu'à présent légers, pour ne pas dire absents. Hier, tracté par les jeunes de Nadar, ce chaînon manquant de la mobilisation francilienne a fait une première sortie tapageuse lors de la manifestation parisienne qui a rassemblé quelque 6000 profs et lycéens. Surtout des lycéens, d'ailleurs, et parmi eux, beaucoup de jeunes d'établissements professionnels remontés, comme ceux de Nadar, contre la généralisation de leur bac en trois ans, imposée, discrètement, par Xavier Darcos. « Tout le monde n'étudie pas au même rythme », résume, lapidaire, Lassina. Enfilé par-dessus un sweat à capuche, son t-shirt blanc customisé au feutre indique qu'il est en grève. Un brillant éclaire chacune de ses oreilles. En avant d'un cortège emmené par une rangée de filles, il développe: « Tout le monde n'arrive pas au lycée avec les mêmes savoirs. Certains sont sûrs de se planter si on ne leur laisse pas quatre ans pour se remettre à niveau. »



Les lycéens de Draveil, hier, dans la manif parisienne.

L'histoire n'est pas complètement neuve. Fin octobre 2007, le ministre de l'Éducation nationale décidait d'en finir avec le passage du bac pro en quatre ans, le temps dévolu à la préparation du diplôme depuis sa création, en 1985: deux ans de BEP, suivi de deux années de terminale. Afin d'aligner ce cursus sur celui du bac général, le ministre a commandé aux recteurs de supprimer les deuxièmes années de BEP. Beaucoup doivent l'être dès

septembre prochain, l'objectif étant de les avoir toutes fermées en septembre 2009.

En novembre, déjà, les jeunes avaient rué dans les

brancards, obtenant le gel de quelques suppressions. Mais la réforme est maintenue et leur revendication persiste. « Nous ne sommes pas contre la possibilité de passer le bac pro en trois ans, explique Trésor, l'un des porte-parole des élèves de Nadar. Au reste, l'option existe déjà. Mais nous voulons garder la possibilité de passer notre diplôme en quatre ans. » Lui ne regrette pas ses deux années passées en BEP. « Mon petit frère a été attiré par la vitesse et a décidé de le passer en trois ans. Aujourd'hui, il le regrette. Il galère pour suivre », conclut-il. Avoir le choix d'étudier à son rythme: c'est avec cette revendication que les jeunes de Nadar ont lancé leur action, la semaine dernière.

Les enseignants se sont glissés dans leur sillage et, sur la quarantaine que compte l'établissement, trente étaient hier en grève. « Beaucoup de nos élèves sortent du collège en grande difficulté, parfois sans avoir décroché leur brevet. La première année est généralement la plus dure, elle sert à les remettre dans le bain », explique Hervé Cochet, prof d'EPS. « Le BEP est

le premier diplôme qu'ils obtiennent. Pour eux, c'est super valorisant. » En perdant une année, la qualification perdra dans la foulée son caractère diplômant. « Ramener la perspective d'un premier diplôme à trois ans a toutes les chances de les démotiver. » Lui aussi en est convaincu: la nouvelle formule laissera du monde sur le carreau. « On ne fantasme pas. On connaît nos élèves et on a l'expérience du lycée de Corbeil, où, sur les 24 élèves qui ont tenté le passage en 3 ans, seuls 12 sont aujourd'hui en terminale. » Pour lui, comme pour les autres manifestants, l'obstination ministérielle n'a d'autre vocation que celle de restreindre le budget. Le SNES-FSU estime qu'à terme le passage du bac pro à trois ans permettra de grappiller 10000 postes. Où la bataille rejoint celle de tous, engagée contre les 80000 suppressions de postes envisagées dans l'éducation nationale d'ici à 2012. Dans la foulée de Nadar, d'autres établissements de l'Essonne étaient hier à la manif. Avec, tous, une même idée fixe: le refus d'être sacrifié.

Marie-Noëlle Bertrand

10000 LYCÉENS DANS LA RUE

Plus de 10000 lycéens ont manifesté hier à Paris, Lyon et Marseille pour protester contre les 11 200 suppressions de postes prévues dans l'éducation nationale à la rentrée prochaine. « Ces suppressions affectent principalement les lycées des banlieues qui, précisément, auraient le plus besoin d'effectifs », a déclaré

Hannah Boisson, porte-parole de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). De son côté, Léo Moreau, vice-président de l'Union nationale lycéenne (UNL), estime que l'ampleur de la mobilisation a « franchi un cran ». Les deux syndicats appellent à de nouvelles manifestations mardi prochain.

Société -**Imprimer
Fermer**

Article paru le 28 mars 2008

SOCIÉTÉ**Les bacs pro de Nadar tirent l'Essonne dans la lutte**

Éducation . Les lycéens des filières professionnelles, comme ceux de cet établissement de Draveil, étaient très présents hier dans la manifestation contre les suppressions de postes.

Ils ont déboulé d'un coup depuis le trottoir et se sont incrustés bruyamment, mais avec courtoisie, au coeur de la manif avant qu'elle ne s'élançe. Gars et filles se sont glissés, en chantant, derrière les banderoles de la Seine-Saint-Denis et devant celles des Yvelines pour dérouler la leur, en même temps que leur identité : lycée professionnel Nadar, de Draveil. La ville se situe dans l'Essonne. Le seul département de la région parisienne d'où les échos de lutte se faisaient jusqu'à présent légers, pour ne pas dire absents. Hier, tracté par les jeunes de Nadar, ce chaînon manquant de la mobilisation francilienne a fait une première sortie tapageuse lors de la manifestation parisienne qui a rassemblé quelque 6 000 profs et lycéens. Surtout des lycéens, d'ailleurs, et parmi eux, beaucoup de jeunes d'établissements professionnels remontés, comme ceux de Nadar, contre la généralisation de leur bac en trois ans, imposée, discrètement, par Xavier Darcos. « Tout le monde n'étudie pas au même rythme », résume, lapidaire, Lassina. Enfilé par-dessus un sweat à capuche, son tee-shirt blanc customisé au feutre indique qu'il est en grève. Un brillant éclaire chacune de ses oreilles. En avant d'un cortège emmené par une rangée de filles, il développe : « Tout le monde n'arrive pas au lycée avec les mêmes savoirs. Certains sont sûrs de se planter si on ne leur laisse pas quatre ans pour se remettre à niveau. »

L'histoire n'est pas - complètement neuve. Fin octobre 2007, le ministre de l'Éducation nationale décidait d'en finir avec le passage du bac pro en quatre ans, le temps dévolu à la préparation du diplôme depuis sa création, en 1985 : deux ans de BEP, suivi de deux années de terminale. Afin d'aligner ce cursus sur celui du bac général, le ministre a commandé aux recteurs de supprimer les deuxièmes années de BEP. Beaucoup doivent l'être dès septembre prochain, l'objectif étant de les avoir toutes - fermées en septembre 2009.

En novembre, déjà, les jeunes avaient rué dans les brancards, obtenant le gel de quelques suppressions. Mais la réforme est maintenue et leur revendication persiste. « Nous ne sommes pas contre la possibilité de passer le bac pro en trois ans, explique - Trésor, l'un des porte-parole des élèves de Nadar. Au reste, l'option existe déjà. Mais nous voulons garder la possibilité de passer notre diplôme en quatre ans. » Lui ne regrette pas ses deux années passées en BEP. « Mon petit frère a été attiré par la vitesse et a décidé de le passer en trois ans. Aujourd'hui, il le regrette. Il galère pour suivre », conclut-il. Avoir le choix d'étudier à son rythme : c'est avec cette revendication que les jeunes de Nadar ont lancé leur action, la semaine dernière.

Les enseignants se sont glissés dans leur sillage et, sur la quarantaine que compte l'établissement, trente étaient hier en grève. « Beaucoup de nos élèves sortent du collège en grande difficulté, parfois sans avoir décroché leur brevet. La première année est généralement la plus dure, elle sert à les remettre dans le bain », explique Hervé Cochet, prof d'EPS. « Le BEP est le premier diplôme qu'ils obtiennent. Pour eux, c'est super valorisant. » En perdant une année, la qualification perdra dans la foulée son caractère diplômant. « Ramener la perspective d'un premier diplôme à trois ans a toutes les chances de les démotiver. » Lui aussi en est convaincu : la nouvelle formule laissera du monde sur le carreau. « On ne fantasme pas. On connaît nos élèves et on a l'expérience du lycée de Corbeil, où, sur les 24 élèves qui ont tenté le passage en 3 ans, seuls 12 sont aujourd'hui en terminale. » Pour lui, comme pour les autres manifestants, l'obstination ministérielle n'a d'autre vocation que celle de restreindre le budget. Le SNES-FSU estime qu'à terme le passage du bac pro à trois ans permettra de grappiller 10 000 postes. Où la bataille rejoint celle de tous, engagée contre les 80 000 suppressions de postes envisagées dans l'éducation nationale d'ici à 2012. Dans la foulée de Nadar, d'autres - établissements de l'Essonne étaient hier à la manif. Avec, tous, une même idée fixe : le refus d'être sacrifié.

Marie-Noëlle Bertrand